

MINUSCA en action

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 041 | DU 16 AU 31 JANVIER 2017



DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS POUR MIEUX PROTÉGER LES CIVILS ET RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT À PAOUA



• LANCEMENT OFFICIEL DE LA
CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DE 500
POLICIERS ET GENDARMES
CENTRAFRICAINS



• LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI EN VISITE
« D'IMPRÉGNATION » EN CENTRAFRIQUE



• DROITS DE L'HOMME : L'EXPERTE
MARIE-THÉRÈSE KEITA BOCOUM A BANGUI
POUR ÉVALUER LA MISE EN ŒUVRE DE SES
DERNIÈRES RECOMMANDATIONS

<https://minusca.unmissions.org>



SOMMAIRE

3

DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS POUR MIEUX PROTÉGER LES CIVILS ET RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT À PAOUA

4

LES LOCAUX DE LA POLICE ET LA GENDARMERIE DE BOSSANGOA REMIS EN ÉTAT DE FONCTIONNEMENT

5

UNE JOURNÉE POUR PANSER LES PLAIES POUR CONSTRUIRE L'AVENIR

6

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI EN VISITE « D'IMPRÉGNATION » EN CENTRAFRIQUE

7

DROITS DE L'HOMME : L'EXPERTE MARIE- THÉRÈSE KEITA BOCOUM A BANGUI POUR ÉVALUER LA MISE EN ŒUVRE DE SES DERNIÈRES RECOMMANDATIONS (7^e VISITE DE TRAVAIL)

8

LANCEMENT OFFICIEL DE LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DE 500 POLICIERS ET GENDARMES CENTRAFRICAIS

9

LES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES COMME MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET DE COHÉSION SOCIALE



Les ondes de la paix

Bangui | Berberati | Bouar | Paoua | Bossangoa | Kaga-Bandoro
Bambari | Bria | Bangassou | Ndélé | Birao | Obo

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Herve Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,
Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila**

PHOTOGRAPHIE :

PIO MINUSCA

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

**Unité Publication & MultiMedia Bureau de la
Communication et**

de l'Information Publique - MINUSCA

PIO 2017





Photo UN / MINUSCA



DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS POUR MIEUX PROTÉGER LES CIVILS ET RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT À PAOUA

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Diane Corner, s'est rendue le 16 janvier 2017 dans la ville de Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé, nord-ouest), où elle a procédé à la remise officielle de quatre bâtiments réhabilités par la MINUSCA dans le cadre de ses projets à impact rapide. Il s'agit, notamment, de la gendarmerie, le palais de Justice, la sous-préfecture et la Case du chef.

Au nom du Représentant spécial, Diane Corner a souligné l'importance de ces infrastructures ; des instruments essentiels « pour le renforcement de la protection de la population, l'extension de l'autorité de l'État et surtout une contribution effective à la cohésion sociale ». Avant de réitérer « l'engagement

sans faille de la Mission à œuvrer auprès de la population pour une paix durable en Centrafrique ».

En retour, le ministre Theodore Jousso, représentant le Gouvernement, a tenu à remercier la MINUSCA pour toutes les « actions entreprises pour le retour effectif des services de l'État et son rôle dans les actions visant la cohésion sociale ». Évoquant la reconstruction de la Case du chef, il a salué l'initiative de la Mission qui redonne aux chefs traditionnels leur rôle dans la cité : « la construction de la Case du chef permet d'intensifier l'implication des chefs traditionnels dans les actions de cohésion sociale, et c'est avec satisfaction que nous appuyerons ces initiatives ». Un appui que le chef du bureau de la MINUSCA à Paoua, Amadou Diong, n'a pas manqué de souligner : « nous continuerons à initier

des projets visant à pérenniser nos acquis dans la ville. »

Le coût global de ces travaux s'élève à 76.700.000 de francs CFA. Ils ont permis la création d'une centaine d'emplois. L'occasion a été aussi pour Diane Corner de faire valoir que « la MINUSCA va consacrer durant cette année 1.700.000.000 CFA pour plus de 100 projets de ce genre en Centrafrique. »

Plusieurs autorités centrafricaines, notamment, des ministres des Transports, Theodore Jousso, et des Affaires sociales et actions humanitaires, Virginie Mbaikoua, ainsi que plusieurs députés de la sous-préfecture de Paoua étaient présents lors de cette visite ■

LES LOCAUX DE LA POLICE ET LA GENDARMERIE DE BOSSANGOA REMIS EN ÉTAT DE FONCTIONNEMENT

Photo UN / MINUSCA



Le personnel de la Police et de la Gendarmerie de Bossangoa peut maintenant travailler dans de bonnes conditions afin d'assurer la protection des populations de la préfecture de l'Ouham. Ces deux infrastructures, maillons de la chaîne pénale, ont, en effet, été entièrement équipées en mobiliers et en fournitures de bureau par la MINUSCA, dans le cadre de ses Projets à impact rapide.

D'un coût global de 20.105.312 FCFA, ce matériel a été officiellement remis, le 28 janvier 2017, au cours d'une cérémonie organisée dans les locaux de la Police de Bossangoa en présence des autorités locales. Parmi les équipements reçus, outre les mobiliers et les fournitures de Bureau, figurent des ordinateurs, des im-

primantes, des onduleurs et des groupes électrogènes avec une dotation de 20 litres de carburants.

À cette occasion, le chef de Bureau de la MINUSCA-Bossangoa, Bara Dieng, a réitéré l'appui de la Mission à soutenir les efforts positifs du Gouvernement centrafricain et a invité la population à s'impliquer dans la légitimation de l'autorité en fonction dans les différentes localités. « Nous allons continuer à vous appuyer et à travailler main dans la main avec les autorités sur place pour que la République centrafricaine puisse sortir de cette crise qu'elle connaît depuis un certain temps. Je demande à la population de respecter cette autorité, de faire confiance à cette autorité afin qu'elle puisse mieux la servir », a-t-il déclaré.

En sa qualité de Préfet de l'Ouham, Mme Clotilde Namboï a exhorté les heureux bénéficiaires à utiliser ce matériel à bon escient et à travailler de façon optimale. « Aujourd'hui, le nécessaire est fait par la MINUSCA pour que la police et la gendarmerie travaillent efficacement et dignement au bénéfice de la population. Je vous exhorte à faire de ce matériel et de ces fournitures de bureau, une gestion rigoureuse et rationnelle », a-t-elle dit.

Il convient de préciser que les bâtiments de la Police et la Gendarmerie de Bossangoa avaient été, dans un premier temps, réhabilités par la MINUSCA. Des actions qui s'inscrivent dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État, un des trois piliers du mandat de la MINUSCA ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre de la sécurisation des axes et des activités économiques, la Force a escorté la semaine dernière environ 1.000 véhicules commerciaux et particuliers sur les trois principaux axes routiers du pays ■

EN BREF

■ **LA MINUSCA MET DE NOUVEAU EN GARDE** les groupes armés contre toute attaque sur la ville de Bambari alors que des mouvements de certains de ces groupes sont signalés dans la région. La Force répondra à toute violation de la ligne rouge établie dans la région comme mesure préventive, a prévenu la Mission.

■ **DANS LE DOMAINE JUDICIAIRE**, une équipe d'anthropologie médico-légale de l'Argentine Forensic Anthropolgy Team a entrepris, dès le 16 janvier à Boali, les opérations d'exhumation en vue de l'identification des restes des 12 personnes présumées sommairement exécutées par le contingent congolais de la MISCRA en mars 2014. Ces opérations ont pour but d'avoir des preuves scientifiques sur l'incident, l'identité des victimes ainsi que les causes de leur mort. L'équipe va également assurer la formation ou le renforcement des capacités de 25 magistrats, médecins, gendarmes,

policiers et étudiants en médecine en matière d'analyse médico-légale de restes humains. Ces deux opérations sont soutenues par la MINUSCA.

■ **LES CASQUES BLEUS ONT INTENSIFIÉ LEURS ACTIONS DANS LE NORD-OUEST**, le centre et le sud-est de la Centrafrique où la situation sécuritaire est tendue. Des mesures ont été prises et la Force de la MINUSCA, qui n'hésitera pas à maîtriser ces groupes armés par sa force aérienne s'il advenait qu'ils s'attaquent aux civils.

■ **LA POLICE DE LA MINUSCA** a poursuivi sa collaboration avec la Police et la Gendarmerie centrafricaines pour préserver l'accalmie qui règne dans la ville de Bangui, dans le cadre de la protection des populations civiles ■

UNE JOURNÉE POUR PANSER LES PLAIES ET CONSTRUIRE L'AVENIR

1 8 Janvier 1979 – 18 Janvier 2017 : 38 années sont passées depuis cette journée terrible du 18 janvier 1979 au cours de laquelle de jeunes centrafricains ont perdu la vie pendant la répression sanglante d'une manifestation estudiantine.

Pour commémorer cette journée qui ouvre les portes de la semaine nationale de la Jeunesse, une cérémonie officielle a été organisée à Bangui au rond-point des Martyrs, à laquelle a participé l'essentiel de la classe politique, les représentants des différentes institutions du pays, de même que les représentants du corps diplomatique et de la société civile. Le thème retenu pour cette année était : « Une éducation saine en vue d'un développement durable. »

Plusieurs allocutions ont émaillé ces manifestations, dont celle du Premier ministre, Simplicie Saran-

dji qui a exhorté la jeunesse à « oublier le passé en faveur de la paix et de la cohésion sociale. »

S'adressant à son tour à l'assemblée, le secrétaire général du Conseil national de la Jeunesse, Davy-Yannick Andjida a déploré le manque d'« d'éducation de la jeunesse » qui est la cause de beaucoup de conflits et a invité les jeunes à se former et à se cultiver pour conjurer les « démons de l'ignorance. »

Des danses traditionnelles et des lectures de poèmes en hommage aux victimes, ont, entre autres, agrémenté la journée. Avant le dépôt de gerbes au monument aux morts, le témoignage d'un témoin des événements de 1979 a été l'un des points forts de cette commémoration riches en émotions.

À Berbérati, dans l'ouest du pays, une cérémonie identique a eu lieu autour du monument des Martyrs, ce même 18 janvier 2016 ■

Photo UN / MINUSCA



LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI EN VISITE « D'IMPRÉGNATION » EN CENTRAFRIQUE



Photo UN / MINUSCA /

La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, est arrivée dans le 24 janvier 2017 à Bangui, « avec pour mission de bien écouter, bien comprendre pour mieux contribuer aux efforts de paix, de redressement, de croissance économique mais aussi de réconciliation nationale ». Un objectif qui entre dans le champ des conclusions de la table-ronde des bailleurs de fonds du 17 novembre 2016 à Bruxelles. Madame Lagarde a été accueillie par le Premier ministre Simplicie Sarandji et quelques autres autorités centrafricaines.

« Je suis venu en Centrafrique car je veux personnellement m'engager et donner un signal à nos équipes sur place, au conseil d'administration du FMI qui représente la communauté internationale et aux pays donateurs qui soutiennent la RCA, qu'il y a un enjeu majeur et un défi multiforme et qu'il y a aussi une population mobilisée qui veut la paix et un gouvernement qui s'y attèle », a-t-elle souligné, à l'issue de sa rencontre avec le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, au Palais de la Renaissance.

Le Président Faustin Archange Touadéra s'est, pour sa part, dit « très honoré par cette visite qui tombe à point nommé pour la Centrafrique », s'engageant, par la même, à mettre un accent particulier sur la gestion de la chose publique et à respecter tous les engagements pris par son gouvernement auprès des parte-

naires dont le FMI « qui ne cessent de s'investir pour le retour de la paix et de la stabilité en Centrafrique ».

Autre moment fort de la visite de Christine Lagarde, son intervention devant les membres du Parlement centrafricain à qui elle a réitéré l'engagement de son institution à aider le peuple centrafricain dans sa quête de stabilité et de développement. « Je suis venue à Bangui pour prendre un engagement envers votre pays qui aspire à se développer davantage. Je viens offrir l'engagement total du FMI sous la forme de soutien financier, de conseil, d'assistance technique et de renforcement des capacités ». Un soutien que le Président de l'Assemblée nationale, Abdoul Karim Meckassoua, n'a pas manqué de saluer dans son adresse, faisant valoir qu'il est « une aubaine pour la Centrafrique, pour sa relance économique et le rétablissement de ses capacités institutionnelles ».

Aux étudiants de la faculté de Sciences économiques de l'université de Bangui, avec qui elle a eu des échanges interactifs, la Directrice générale du FMI a mis en relief l'importance de « s'inscrire sur le chemin de l'excellence pour rétablir la situation économique du pays ».

Elle a quitté la Centrafrique non sans avoir salué la « capacité de résilience des Centrafricains et leur volonté de faire front ensemble pour sortir le pays de sa situation actuelle » ■

DROITS DE L'HOMME : L'EXPERTE MARIE-THÉRÈSE KEITA BOCOUM A BANGUI POUR ÉVALUER LA MISE EN ŒUVRE DE SES DERNIÈRES RECOMMANDATIONS (7^e VISITE DE TRAVAIL)



Photo UN / MINUSCA

L'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, a effectué une visite de travail en République centrafricaine (RCA) du 25 janvier au 3 février 2017, pour, a-t-elle souligné, « évaluer la mise en œuvre des recommandations que j'ai faites dans mon dernier rapport au Conseil des droits de l'homme et que j'ai partagées avec les autorités nationales et les acteurs clés, lors de ma dernière visite, en juin 2016 ».

Sur place, Mme Bocoum s'est entretenue avec les autorités gouvernementales, législatives et judiciaires, ainsi qu'avec les représentants des Nations Unies, de la société civile, des organisations non gouvernementales et du corps diplomatique, afin de faire le point sur la situation, y compris en raison de la récente recrudescence de la violence dans certaines localités. « Je salue

les progrès institutionnels réalisés au cours des derniers mois, mais je reste préoccupée par l'instabilité, la violence et l'insécurité qui persistent », a-t-elle noté. « J'encourage donc tous les efforts visant à consolider la paix en République centrafricaine, y compris la Conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue à Bruxelles, en novembre », a-t-elle affirmé à l'issue de ces différents entretiens.

Au cours de sa mission de dix jours à Bangui et à l'intérieur du pays, Mme Bocoum a également fait un suivi auprès de la communauté diplomatique sur les promesses de dons faites lors de la Conférence des bailleurs de fonds de Bruxelles, en novembre, pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, et les mesures concrètes prises à cet égard. Elle soumettra ses conclusions au Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 21 mars 2017 ■

LANCEMENT OFFICIEL DE LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DE 500 POLICIERS ET GENDARMES CENTRAFRICAINS



Photo UN / MINUSCA / Archive

En République centrafricaine, les derniers recrutements remontent à 2010, pour la Police, et 2011, pour la Gendarmerie. La violente crise de 2012 et des années qui ont suivi a entraîné un important déficit en ressources humaines. Ayant fait le constat de cette situation, le Conseil de Sécurité, dans la Résolution 2301/2016, a prescrit en son point 34 B-4, le recrutement et la formation de 500 policiers et gendarmes pour renforcer les effectifs des deux institutions.

Ainsi, le 31 janvier 2017, le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire, Jean Serge Bokassa, a procédé au lancement officiel de cette campagne, en présence de son homologue de la Défense, Joseph Yakété, et du chef des opérations de la Police de la MINUSCA, Souleymanou Ngamsou.

Jean Serge Bokassa a expliqué que « c'est la première étape d'un long processus. Cette année, nous recrutons 500 policiers et gendarmes. L'année prochaine, nous envisageons d'en recruter 1000 et en 2019, également 1000. L'objectif est de procéder à la redynamisation des effectifs de la police et de la gendarmerie ».

Le ratio actuel de la RCA est d'un policier pour 1300 Centrafricains. Avec les départs à la retraite, ce rapport sera encore plus alarmant. La présente campagne vient donc remédier à cette situation. « Le nombre de 500 recrues est insuffisant, vu les besoins », a souligné Jean Serge Bokassa.

Les candidatures seront enregistrées à Bangui et dans les chefs-lieux des préfectures sur toute l'étendue du territoire, du 1er au 28 Février. Les critères pour être candidat sont d'être de nationalité centrafricaine, être de bonne moralité, être âgé de 18 à 25 ans au moment du dépôt du dossier, être apte physiquement et mentalement et être au moins titulaire du brevet des collèges. Des épreuves vont suivre les dépôts des candidatures, avant la proclamation des résultats. Par ailleurs, les candidatures féminines sont fortement encouragées, afin de corriger l'inégalité qui a prévalu jusqu'à présent entre les hommes et les femmes dans ces institutions.

Le ministre de l'Intérieur a enfin affirmé que des mesures sont prises pour éviter la corruption dans le processus et pour assurer la participation des centrafricains de toutes les préfectures et également, celle des femmes.

Il convient de souligner que le présent recrutement s'inscrit dans le cadre du Plan de développement de la Police et de la Gendarmerie conçu par UNPol conformément à son mandat. Pour s'assurer du bon déroulement du processus, la MINUSCA met à disposition son expertise technique, participant entre autres dans les comités techniques mis sur pied à cet effet. En prélude à cette opération, la Police de la MINUSCA a aussi entrepris une formation des formateurs au profit d'une cinquantaine de policiers et gendarmes centrafricains, notamment en vue de doter les Écoles nationales de Gendarmerie et de Police en formateurs de qualités ■

LES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES COMME MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET DE COHÉSION SOCIALE



Photo UN / MINUSCA /

Un atelier de sensibilisation des leaders locaux sur l'importance des travaux communautaires s'est tenu, le 19 janvier 2017, la Faculté de théologie de Bangui (FATEB). Une initiative qui fait suite à la volonté de la municipalité de Bangui de prendre à bras le corps le problème d'insalubrité dans la capitale, avec l'appui du contingent rwandais de la MINUSCA. Ce dernier y effectue, chaque dernier samedi du mois, des opérations de nettoyage en complément de leurs actions sécuritaires, à l'instar d'autres contingents de la Mission.

Le but de cette rencontre, dont l'ouverture a été co-présidée par le maire de la ville de Bangui, Émile Gros Raymond Nakombo, et le commandant du contingent rwandais de la MINUSCA, le Lieutenant-Colonel Claver Kirenga, était de permettre aux autorités municipales et aux leaders communautaires de mieux s'imprégner du modèle rwandais en la matière, « une réussite et une fierté africaine

» selon le maire de Bangui.

Durant trois jours, les participants, maires d'arrondissements, chefs de quartiers et leaders communautaires, se sont imprégnés, aux côtés des Casques bleus rwandais, de diverses notions des travaux communautaires et de la cohésion sociale en Centrafrique, et de leur impact sur le développement socio-économique.

Comme le fait valoir le Major Gilbert Karasira, commandant adjoint du contingent rwandais, « cette sensibilisation fait partie intégrante de notre mission en Centrafrique. Nous sommes là pour protéger la population, mais aussi pour apporter notre contribution au développement du pays ; nous avons donc voulu partager avec eux notre expérience. »

La journée du 21 janvier, marquant la clôture de l'atelier, a été ponctuée par des travaux communautaires dans le cinquième arrondissement. Dans un engagement collectif, autorités municipales et populations ont massivement mis en pratique

les notions apprises lors de l'atelier de sensibilisation. Pour Ahmat Abdoulaye, riverain, « c'est un réel plaisir de voir tout ce travail accompli. Nous tous, musulmans comme chrétiens, n'avons répondu en ce moment précis qu'à l'amour du travail bien fait ».

Un enthousiasme et des acquis que les participants ont promis de relayer auprès de la population pour ancrer réellement dans les mentalités l'importance des travaux communautaires. La maire du 4ème arrondissement de Bangui précise : « les travaux communautaires ne sont pas une nouveauté en Centrafrique. Cet atelier devait seulement nous permettre de nous imprégner du modèle rwandais et de bénéficier de son expérience pour instituer ces travaux et ainsi permettre à la population de connaître tous les avantages qui en découlent. Nous sortons de cet atelier avec des recommandations dont une forte sensibilisation et la mise en place d'un cadre juridique. » ■

LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DE VIOLENCE COMMUNAUTAIRE ENTRE DANS SA PHASE ACTIVE

Ousmane Cheriff voulait faire du commerce. Plus encore, il voulait avoir un métier pour pouvoir s'occuper désormais et « *en toute honnêteté* » de sa famille. Son certificat en main, c'est un peu comme si son rêve connaissait un début de réalisation. En cet instant précis, il pense à ce que fut son passé de combattant et réalise qu'il vient de loin. Tout comme lui, une cinquantaine d'ex-combattants exhibent fièrement leur certificat, ce mardi 31 janvier 2017 dans les locaux de la Croix-Rouge centrafricaine, situé dans le 3^{ème} arrondissement, au terme d'une formation professionnelle initiée par le Programme national de DDRR. Tous avaient appartenu à divers groupes armés, mais le programme national de DDRR s'efforce de les réintégrer dans la vie professionnelle.

En effet, le Programme national de DDRR envisage de désarmer, démobiliser et réintégrer dans la vie socio-économique les ex-combattants de différents groupes armés qui répondent à deux critères d'éligibilité tels que stipulés dans l'Accord de Bangui sur les principes du DDR et de l'Intégration dans les corps en uniforme du 10 mai 2015, c'est-à-dire être membre d'un groupe armé et remettre une arme de guerre en état de marche ou non.

Comme le fait valoir le Chef du projet Réduction de Violence Communautaire (RVC) à la section DDR de la MINUSCA, Herve Hesse, « *il y a des personnes qui ne répondraient pas à ces critères mais qui sont associées aux violences par une participation plus ou moins active* ». Pour cette catégorie, le PNDDR a proposé un programme spécifique, complémentaire au DDR, le RVC qui a pour objectif « *d'offrir à ces*



Photos UN / MINUSCA

éléments des opportunités de formation et de travail adaptées à leur qualification et au marché économique local sous la forme d'Activités génératrices de revenus (AGR), ainsi que de les soutenir dans le lancement et le développement de leurs activités et leur apprentissage professionnel ».

Les récipiendaires de cette journée ont reçu une formation théorique en commerce et s'en réjouissent. Ousmane chérif parle d'« un nouveau départ » dans sa vie, tandis que Mahamat évoque « une grande chance » de pouvoir se reconverter. Opportunité pour Edgar Greboui, l'un des for-

mateurs, de saluer l'« assiduité et le sérieux de ces apprenants qui ont décidé de tourner le dos à la violence et d'opérer leur réinsertion sociale.

En conformité avec son mandat de « *soutenir les autorités pour le développement et la mise en œuvre de programmes RVC pour les éléments des groupes armés non-éligibles au PNDDR* », la Section DDR a alors élaboré le projet pilote « RVC Bangui » ayant pour objectif d'offrir des opportunités de réinsertion économique et sociale sous la forme d'Activités génératrices de revenus à 3.000 personnes affiliées au mouvement Anti-Balaka (1.500), au



groupe d'auto-défense de PK5 (500) et aux ex-Séléka cantonnés dans les trois camps militaires de Béal, BSS et RDOT (1.000).

En avril 2016, l'enregistrement et le profilage socio-économique des bénéficiaires avaient été effectués. Lors de ces opérations, les bénéficiaires ont exprimé leur choix pour une catégorie professionnelle. Une étude de marché a aussi été réalisée sur la ville de Bangui afin de les orienter vers des filières identifiées comme plus viables et rentables : agriculture, charpenterie, menuiserie, mécanique, petit commerce, textile et informatique. C'est donc à l'issue de ces étapes que les

activités de formation ont débuté pour les premiers groupes de bénéficiaires en novembre 2016.

D'autres groupes sont en formations dans diverses disciplines « menuiserie, mécanique, conduite automobile, soudure, couture, petit commerce et informatique » notamment au Centre de formation de Don Bosco au quartier Combattant (huitième arrondissement), à la Croix-Rouge Centrafricaine au quartier Kilomètre 5 (troisième arrondissement) et au Centre de formation de la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) à SICA-II (premier arrondissement)■





EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPTC / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>